

Marianne MOLINER-DUBOST



marianne.moliner-dubost@univ-lyon3.fr

Faculté de droit - Université Jean-Moulin - Lyon 3
Institut d'études administratives (site des Quais)
Adresse postale : 1C avenue des Frères Lumière, CS 78242, 69372 Lyon cedex 08
Adresse physique : 7 quai Claude Bernard, 69007 Lyon

FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

- | | |
|-------------|--|
| Depuis 2003 | Maître de conférences en droit public à l'Université Jean-Moulin - Lyon 3
Institut d'études administratives (depuis 2018)
Institut de droit de l'environnement (2003-2017) |
| Depuis 2019 | Référente « Développement durable » au sein de l'Équipe de droit public de Lyon |
| Depuis 2016 | Membre de comités de suivi de thèse |
| 2009-2016 | Membre de la commission de spécialistes puis du collège d'experts internes de la section Droit public de la faculté de droit de l'Université Jean-Moulin - Lyon 3. |
| 2012 | Directrice adjointe de l'Équipe de droit public de Lyon (EDPL) |
| 2008-2013 | Membre du jury du concours d'entrée au CRFPA (droit administratif). |
| 1998-2000 | ATER à l'Université Lyon 3 |

TITRES ET QUALIFICATIONS

- | | |
|------|---|
| 2011 | Habilitation à diriger des recherches
Soutenue le 26 janvier 2011, à l'Université Lyon 3, sous la direction du Professeur Sylvie Caudal. |
| 2002 | Qualification aux fonctions de maître de conférences par le CNU (section 02) |
| 2001 | Doctorat en droit public – Spécialité Droit de l'environnement, Université Jean Moulin - Lyon 3

Mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité, autorisation de publication de la thèse et proposition pour un prix de thèse.

<i>Le droit face à la pollution atmosphérique et aux changements climatiques</i> , sous la direction du Professeur Jean Untermaier, soutenue le 14 décembre 2001, Lyon 3.

Prix de thèse de l'université Lyon 3 et Prix spécial de l'Association française de droit de l'urbanisme et de la Société française pour le droit de l'environnement |

PARTICIPATION À DES SOCIÉTÉS SAVANTES, RÉSEAUX ET COMITÉS SCIENTIFIQUES

Membre de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA).

Membre de l'Association lyonnaise de droit administratif (ALYODA).

Membre de la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE).

Membre du comité de pilotage du réseau « Droit et Changement climatique »

Membre du GDR Climalex

Membre du comité scientifique de l'Actualité juridique – Collectivités territoriales (AJCT) - Dalloz

EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE

◆ Enseignements actuels

↪ **Théorie générale de la justice** (24h, L1 Droit/Science Po et Droit/Philo)

↪ **Principes du droit public** (20h, M1, mutualisé)

↪ **Institutions administratives** (18h, L1, Droit)

↪ **Droit de l'environnement** (30h, M1 Droit public, mutualisé)

↪ **Fiscalité du changement climatique** (15h, M2 droit global du changement climatique)

↪ **Droit et contentieux du changement climatique** (20h, M2 droit global du changement climatique)

◆ Cours magistraux dispensés (Lyon 3). Historique

Droit juridictionnel public (30h, L3 Droit – 2017-2019).

Droit administratif général (60h, préparation concours « Administration pénitentiaire » et « Métiers de la sécurité », 2008-2013 ; 60h, DEUST Droit de l'urbanisme et de l'environnement, 1^e année, 2004-2007).

Droit administratif des biens (30h, L3 Droit et Droit/Science Politique, 2008/2016 ; 30h, licence AES, 2003-2005).

Droit de l'environnement (30h, M1 Droit public, depuis 2010 et M1 Droit public des affaires, 2007-2019). **Droit des risques** (18h, M2 professionnel Gestion des collectivités territoriales, 2004-2016). **Droit des pollutions** (10h, M2 recherche Droit de l'environnement, 2003-2013).

Droit international économique (20h, M1 Droit public des affaires, 2008-2019). **Droit international public** (20h, M1 Droit public des affaires, 2007-2008).

Libertés et droit fondamentaux (30h, L3 Droit/Science Po, 2013-2017 ; 30h, L3 Droit, 2003-2005). **Protection constitutionnelle des libertés fondamentales** (20h, M2 recherche Droit public fondamental, 2011-2012).

Droit de l'urbanisme (20h, M1 Sécurité intérieure, 2004-2013).

Principes de l'action administrative (20h, M1 Droit public des affaires, 2009-2010).

♦ **Cours magistraux dispensés (hors Lyon 3). Historique**

Université d'El Salvador (USAL), Buenos Aires

Droit de l'environnement, 40h, M1 droit, 24 octobre-8 novembre 2015

Université d'Ain Shams (Le Caire)

Droit administratif (15h, L2, 4-9 mars 2012).

Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon

Responsabilités et assurances en matière d'environnement (9h, Mastère Management de l'environnement et de l'éco-efficacité énergétique, 2011-2016).

Droit de la pollution atmosphérique (3h, Mastère Management de l'environnement et de l'éco-efficacité énergétique, 2001-2016).

Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE) de Lyon

Droit de l'environnement (6h, 2003-2004).

Surveillance et évaluation des impacts environnementaux de la pollution atmosphérique (3h, 2003-2004).

♦ **Travaux dirigés**

1998-2000 (ATER)

Droit administratif (TD, Licence Droit, Lyon 3).

Droit des pollutions et nuisances (TD, DEUST Droit de l'urbanisme et de l'environnement, 2^e année), Lyon 3.

1995-1998 (vacataire à l'Université Jean Moulin - Lyon 3)

Droit des pollutions et nuisances (TD, DEUST Droit de l'urbanisme et de l'environnement, 2^e année), Lyon 3.

♦ **Formation pour adultes**

2005 Formation continue des avocats au contentieux des troubles de voisinage (stage d'une demie journée) au CRFPA de Bordeaux.

2004 Formation d'agents de l'administration pénitentiaire au droit public (stage de trois jours en vue de la préparation de concours internes) à Lyon.

1998 Formation de fonctionnaires territoriaux au droit et au contentieux de l'environnement (stage de deux jours) à Paris, au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (Délégation régionale Première Couronne, Ile-de-France).

1994 Formation de fonctionnaires territoriaux (stage de deux jours) sur le thème "les agents des collectivités locales à la rencontre du nouveau Code pénal" à la mairie de Reims.

AUTRES EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

Janvier-août 2003	Chargée de mission au Conseil général de l'Isère.
1994-1998	Juriste consultant en cabinet d'avocats à Lyon.
1991-1994	Chargée du contentieux au service juridique des Hospices Civils de Lyon.

ACTIVITÉS DE RECHERCHE

♦ Recherches collectives

1. Membre du comité scientifique du colloque « Changement climatique et dialogue interdisciplinaire », colloque de lancement du GDR Climalex, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 9 novembre 2018.
2. Co-organisation avec Marta Torre-Schaub (Paris 1) d'une journée d'étude sur le thème de « La protection du climat et de la biodiversité au prisme du droit économique : quelles perspectives ? », Paris 1 - La Sorbonne, 25 janvier 2018.
3. Membre de l'équipe du projet IMPULSION, recherche collective sur le thème « Quel droit pour sauver le climat ? », Programme Avenir Lyon Saint-Etienne (PALSE), 2017.
4. Membre du comité scientifique du colloque « Quel(s) droit(s) pour les changements climatiques ? », organisé par le réseau Droit et Climat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 31 mars 2017.
5. Membre du comité scientifique du colloque sur l'action citoyenne en Europe et en France, co-organisé par l'Institut de droit de l'environnement de Lyon 3 et le laboratoire Droit, Contrats, Territoires de Lyon 2, 28 novembre 2013.
6. Participation à une recherche collective portant sur le thème de « La qualité des sols », dans le cadre d'un contrat de recherche triennal (2011-2014) de l'Institut de droit de l'environnement de l'université Lyon 3.
7. Participation à une recherche collective menée dans le cadre de la Société française pour le droit de l'environnement (SFDE) portant sur la « Clarification des compétences institutionnelles dans le domaine de l'environnement », 2012. Thème : « Les lanceurs d'alerte ».
8. Participation à une recherche collective menée dans le cadre du Centre lyonnais d'histoire du droit portant sur « Les grands articles du code civil », 2004-2005.
9. Participation à une recherche collective menée dans le cadre de la SFDE sur « Le droit de l'environnement à l'aube du III^e millénaire », 2000.

♦ Valorisation de la recherche

1. Membre du groupe de travail « transports et urbanisme » dans le cadre de l'élaboration du projet de schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie de la région Rhône-Alpes, 2010-2011.
2. La lutte contre la pollution atmosphérique en droit français, intervention à un séminaire sino-français sur la pollution atmosphérique organisé, en vue de la préparation de la réforme de la loi

chinoise sur l'air, par le Ministère de l'Environnement chinois, l'Ambassade de France et la Fondation pour le droit continental, à Pékin les 13 et 14 octobre 2011.

◆ Contribution à des colloques et journées d'étude

1. « La loi relative à l'énergie et au climat : la France à la hauteur de l'urgence climatique ? », intervention au colloque « La fabrique d'un "droit climatique" pour construire un monde à 1.5 °C ? », Toulouse Capitole, novembre 2020.
2. « L'apport des instruments économiques à la protection du climat », intervention au colloque « Changement climatique et dialogue interdisciplinaire », Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne, 9 novembre 2018, actes à paraître aux éditions Mare & Martin.
3. « La reconnaissance juridique des territoires environnementaux intermédiaires pour la protection de la biodiversité », intervention au colloque « Le(s) territoire(s) et le droit de l'environnement. Le renouvellement de l'appréhension du territoire par le droit de l'environnement », Université Lyon 3, 11-12 octobre 2018, à paraître.
4. « Intégration(s) / (dés)intégration : quelques réflexions sur le rôle et l'ambivalence de l'intégration dans l'environnementalisation du droit à partir des travaux de Sylvie Caudal », intervention à la journée d'étude en l'honneur du Pr Sylvie Caudal sur le thème de « L'environnementalisation du droit », Lyon 3, 1^{er} juin 2018, à paraître aux éditions de l'Institut universitaire Varenne, collection "Colloques et essais".
5. « Quel rôle pour les mécanismes d'incitation économique pour le carbone forestier dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris ? », intervention à la journée d'étude sur le thème « La protection du climat et de la biodiversité au prisme du droit économique : quelles perspectives ? », Paris 1 - La Sorbonne, 25 janvier 2018, actes publiés in *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mai 2018.
6. Présidence de la séance sur « l'inscription de la RSE dans le champ normatif » au séminaire sur le thème « Activités à risques technologiques et enjeux sociétaux : réflexions sur le régime juridique de la responsabilité sociale de l'entreprise », Projet de recherche « ARTES » (FonCsi) Lyon 3, 26 octobre 2017.
7. « L'avenir des instruments de marché dans le cadre de l'Accord de Paris », intervention au colloque international sur le thème « Quel droit pour sauver le climat ? », Sao Paulo, 16 octobre 2017.
8. Présidence de la séance sur « le rôle des instruments de marché » au colloque annuel 2017 de la SFDE sur le thème « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? », Aix-en-Provence, 29-30 juin 2017.
9. « Le "mécanisme pour le développement durable" de l'Accord de Paris », intervention au colloque du réseau Droit et Climat sur « Quel(s) droit(s) pour les changements climatiques ? », Paris, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, 31 mars 2017, actes publiés aux éditions Mare et Martin, 2018, collection de l'ISJPS.
10. « Impressions générales sur l'Accord de Paris », intervention à la journée d'étude du Serdeaut sur « Le post COP21 », université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, 31 mai 2016 (actes publiés aux IRJS éditions).
11. « Justice, équité et responsabilités communes mais différenciées dans les négociations climatiques post-2020 », intervention au colloque international sur « La justice climatique. Enjeux et perspectives de la Conférence de Paris (COP 21) », Université de La Rochelle 2-3 octobre 2015 (actes publiés aux éd. Bruylant, Bruxelles, 2016).
12. « La citoyenneté environnementale », intervention au colloque « Action citoyenne : aspects fondamentaux et réalités pratiques », co-organisé par l'Institut de droit de l'environnement (Lyon 3) et le laboratoire Droit, Contrats, Territoires (Lyon 2), à Lyon, le 28 novembre 2013.

13. « Le territoire du risque », intervention au colloque « Mouvement et environnement. Considérations sur le déplacement en droit de l'environnement », en hommage au Professeur Jean Untermaier, organisé par l'Université Lyon 3, à Lyon, les 17 et 18 octobre 2013, actes publiés à la *Revue juridique de l'environnement* n° 3, 2016.
14. « Un cas d'école. L'instauration de servitudes pour la préservation des corridors écologiques », intervention à la journée d'étude sur le thème « Les servitudes environnementales », organisée à l'université de Nantes le 11 octobre 2013, Actes publiés *aux cahiers du GRIDAUH* n° 28, 2015.
15. « Le destinataire des politiques environnementales », intervention au colloque « Administré, usager, citoyen, public... Les transformations du destinataire de l'action administrative et de son droit », Nantes, 25 et 26 octobre 2012. Actes publiés à la *RFDA* n° 2 et 3, 2013.
16. « Le dispositif UNECE de lutte contre la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance », intervention à la table ronde « les obligations internationales de l'UE en matière de lutte contre la pollution atmosphérique », lors de la journée d'étude organisée par l'Université du Littoral - Côte d'opale, à Boulogne-sur-Mer, le 14 mars 2012, sur le thème « Le droit de l'Union européenne face à la pollution atmosphérique d'origine industrielle. Quel bilan ? Quelles perspectives ? ».
17. « Réflexions environnementalistes sur la protection juridique du calme ». Contribution au colloque organisé par le Centre de recherches en droit administratif de l'Université Paris II, à Paris, le 6 décembre 2011, sur le thème « Le silence en droit public ». Actes publiés à la *RDPA* n° 4, 2012.
18. « Les projets énergétiques dans les mécanismes de Kyoto (MOC et MDP) », intervention au colloque organisé par le Centre de droit international de l'université Jean Moulin – Lyon 3, à Lyon, le 10 décembre 2010 sur le thème « les défis énergétiques au XXIème siècle à la lumière du droit international ».
19. « Expropriation et environnement », intervention à la journée d'étude de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA) à Tours, le 3 décembre 2010 sur le thème du « bicentenaire de la loi du 8 mars 1810 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ». Actes publiés à *La Semaine juridique Administrations et Collectivités territoriales (JCP A)*, n° 8, 21 février 2011.
20. « Quel traitement pour les émissions de GES des transports aériens et maritimes internationaux ? », intervention à la journée d'étude organisée par l'université de Paris Sud – 11, à Sceaux, le 26 octobre 2009 sur le thème « Transports et protection de l'environnement. Nouveaux enjeux, nouveaux défis ».
21. « Démocratie environnementale et participation des citoyens », intervention à la journée d'étude organisée par le Centre de droit constitutionnel de l'université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, le 4 juin 2009, sur le thème « Démocratie et multiplication des droits ».
22. « Réflexions sur l'insertion d'un système d'échange de droits d'émission en droit français », intervention au colloque organisé par l'université de Gand, à Gand, le 20 avril 2004 sur le thème « L'échange des droits de pollution comme instrument de gestion du climat », actes publiés aux éditions de La charte, Bruxelles, 2005.
23. « La gestion locale des cours d'eau dans le cadre de la lutte contre les inondations », intervention au colloque organisé par l'université de Metz, à Metz, le 12 octobre 2004, sur le thème « La gestion locale des cours d'eau », actes publiés à la revue *Droit de l'environnement (Dr. env.)*, n° 125, janvier-février 2005).
24. « Bilan et perspectives du droit de la pollution atmosphérique », intervention au colloque « Le droit de l'environnement à l'aube du IIIe millénaire », Table ronde 14 déc. 2000.

ACTIVITÉS D'ENCADREMENT

◆ Direction de thèses

Salomé Merline Nkou, Le rôle des États dans la lutte contre le changement climatique en Afrique centrale (2012-2015 – abandon).

Aubin NZaou, La problématique de la protection internationale de l'environnement dans le droit national des hydrocarbures : le cas du Congo Brazzaville (2012-2015 – changement de direction).

◆ Direction de mémoires

Th. Mary, Regards critiques sur la gestion de la qualité de l'air en droit français, M2 droit public fondamental, 2019.

L. Achemouck, Le dispositif de protection des lanceurs d'alerte en droit français, M2 droit public des affaires, 2018.

A. Peyre, Les droits des détenus placés en isolement. Quelle effectivité pour le droit international des droits de l'homme (co-dir. avec M.-L. Basilien-Gainche), M2 droit international public, 2018.

Samuel Delalande, Le droit face aux faibles doses de radioactivité, Master 2 Recherche, Droit de l'environnement, 2012.

Maria Kotsovou, L'enjeu climatique dans la lutte contre la déforestation : les aspects juridiques de la protection de la forêt en tant que puits de carbone, Master 2 Recherche, Droit de l'environnement, 2012.

L. Becker, L'appréhension juridique de la problématique du changement climatique dans le cadre des transports terrestres de marchandises, Master 2 Recherche, Droit de l'environnement, 2010.

C. Chounlamountri Meniri, Les antennes relais de téléphonie mobile, environnement et santé : en quête d'une coexistence durable, Master 2 Recherche, Droit de l'environnement, 2009.

M. Clavel, L'intégration des biocarburants en droit français, Master 2 Recherche, Droit de l'environnement, 2008.

B. Crégut, Bilan critique de l'application de la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996 dans son volet relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie, DEA Droit de l'environnement, 2006.

J. Jourdan, L'amélioration de la qualité de l'air suite à l'application de la loi sur l'air, DEA Droit de l'environnement, 2006.

C. Garaud, La réhabilitation des sites pollués en droit français et en droit allemand, DEA Droit de l'environnement, 2006.

Ph. Deville, L'encadrement juridique des risques et nuisances des éoliennes, DEA Droit de l'environnement, 2004.

Ph. Gadiollet, La démocratie participative dans la planification locale de l'eau : exemple du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, DEA Droit de l'environnement, 2004.

S. Hurel, Les POP : de la pollution transfrontière à la sécurité chimique, DEA Droit de l'environnement, 2004.

◆ Tutorat

Tutorat de stages d'étudiants en DEUST Droit de l'urbanisme et de l'environnement, 1995-2005.

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'URBANISME

♦ Thèse

« Le droit face à la pollution atmosphérique et aux changements climatiques », soutenue le 14 décembre 2001, Université Lyon 3, dir. Pr Jean Untermaier.

♦ Ouvrages, ouvrages collectifs, mélanges

↪ Ouvrages

Droit de l'environnement, éditions Dalloz, série « Droit public », collection « Cours », première édition 2015, 361 p. ; deuxième édition sept. 2019, 501 p.

↪ Contributions à des ouvrages collectifs et mélanges

1. « Le développement des filières REP dans la loi anti-gaspillage », in *La loi anti-gaspillage et économie circulaire*, à paraître Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie - Louis Joinet (IFJD), LGDJ - Lextenso édition, 2021.
2. « La loi relative à l'énergie et au climat : la France à la hauteur de l'urgence climatique ? », in Ch. Cournil (dir.), *La fabrique d'un "droit climatique" pour construire un monde à 1.5 °C ?*, à paraître aux éditions Pédone, 2021.
3. « L'apport des instruments économiques à la protection du climat », in *Changement climatique et dialogue interdisciplinaire*, éditions Mare & Martin, à paraître, 2020.
4. « Intégration(s) / (dés)intégration : quelques réflexions sur le rôle et l'ambivalence de l'intégration dans l'environnementalisation du droit à partir des travaux de Sylvie Caudal », in *L'environnementalisation du droit*, éditions de l'Institut universitaire Varenne, collection "Colloques et essais", 2020.
5. « Qualité de l'air », in F. Collart Dutilleul, V. Pironon et A. Van Lang (dir.), *Dictionnaire des transitions écologiques*, LGDJ, Institut Universitaire Varenne, collection Transition et Justice, 2018, pp. 96-99.
6. « Plans climat », in F. Collart Dutilleul, V. Pironon et A. Van Lang (dir.), *Dictionnaire des transitions écologiques*, LGDJ, Institut Universitaire Varenne, collection Transition et Justice, 2018, pp. 608-609.
7. « Le "mécanisme pour le développement durable" de l'Accord de Paris : un MDP 2.0 ? », in Ch. Cournil, S. Lavorel, M. Moliner-Dubost et M. Torre-Schaub (dir.), *Quel(s) droit(s) pour les changements climatiques ?*, éd. Mare et Martin, 2018, collection de l'ISJPS, pp. 337-347.
8. « Le principe des responsabilités communes mais différenciées », in Ph. Billet (coord.), *Des petits oiseaux aux grands principes*, mélanges en l'honneur du professeur Jean Untermaier, éditions Mare et Martin, 2018, pp. 515-530.
9. « Comment le droit protège-t-il la qualité de l'air ? », in *Encyclopédie de l'environnement*, Univ. Grenoble, 8 septembre 2017 (en ligne) : <http://www.encyclopedie-environnement.org/societe/comment-le-droit-protège-t-il-la-qualité-de-l'air/>
10. « Impressions générales sur l'Accord de Paris », in M. Torre-Schaub (coord.), *Bilan et perspectives de la COP21. Regards croisés*, IRJS éditions, 2017, pp. 31-43.

11. « Air et climat. Pollution atmosphérique transfrontière », JCl. Environnement et Développement durable, LexisNexis, Fasc. 3300, novembre 2016 (création).
12. « Air et climat. Action sur les émissions. Instruments sectoriels », JCl. Environnement et Développement durable, LexisNexis, Fasc. 3350 (création 2008, refontes 2012 et 2016).
13. « Air et climat. Approche qualitative de la protection de l'air. Protection intégrée de l'air et du climat », JCl. Environnement et Développement durable, LexisNexis, Fasc. 3320 (création 2008, refontes 2012, 2016 et 2019).
14. « Justice, équité et responsabilités communes mais différenciées dans les négociations climatiques post-2020 », in A. Michelot (coord.), *La justice climatique. Enjeux et perspectives de la Conférence de Paris (COP 21)*, Bruylant, Bruxelles, 2016, p. 277-292.
15. « Droit minier », JCl. Administratif, LexisNexis, Fasc. 370, 2015 (création).
16. « Le mécanisme pour un développement propre : marché, équité et protection de l'environnement sont-ils conciliables ? », in J. Sohnle et M.-P. Camproux Duffrène (dir.), *Marché et environnement*, Bruylant, 2014, pp. 409-435.
17. « L'évolution de la réglementation des rejets d'effluents radioactifs », in O. Guézou et S. Manson (dir.), *Droit public et nucléaire*, Bruylant, 2013, pp. 217-225.
18. « Bruit », JCl. Administratif, LexisNexis, Fasc. 380 (création 2009 ; refontes 2012 et 2017).
19. « Déchets », JCl. Administratif, Fasc. 378 (création 2009 ; refonte 2011 ; refonte 2018) ; JCl. Environnement et Dév. durable, Fasc. 4190 (MAJ déc. 2019).
20. « Nucléaire », JCl. Environnement et Développement durable, Fasc. 4040 (création 2009 ; refontes 2012 et 2017).
21. « Droit à l'information et principe de participation en droit de l'environnement », LexisNexis, coll. Les essentiels.
22. « Air et atmosphère », LexisNexis, coll. Les essentiels.
23. « Lutte contre les nuisances sonores », LexisNexis, coll. Les essentiels.
24. « Air et Climat », LexisNexis, JCl. Administratif, Fasc. 364 (création 2008 ; refontes 2012 et 2017).
25. « Protection des sols », LexisNexis, JCl. Administratif, Fasc. 381 (création 2008 ; refonte 2012).
26. « Risques majeurs », LexisNexis, JCl. Administratif, Fasc. 377 (création 2008 ; refontes 2011 et 2017).
27. « L'article 714 du Code civil », in D. Deroussin (dir.), *Passé et présent du droit, n° I. Les grands articles du Code civil*, éd. Le Manuscrit, 2006, pp. 175-186.
28. « La réglementation internationale des émissions de CO₂ », in N. Farouki (dir.), *Les progrès de la peur*, éd. Le Pommier, 2001, pp. 347-377.

◆ Articles et études

1. « Catastrophes naturelles, calamités publiques, quelle(s) définition(s) ? », in dossier *Catastrophes naturelles, calamités publiques et collectivités*, AJCT sept. 2020 à paraître.
2. « Encadrement des chiens dangereux. Rôle du maire », in dossier *Le maire et l'animal*, AJCT mars 2020, p. 126.
3. « La police de la circulation au service de l'environnement », in dossier *La police de l'environnement*, AJCT sept. 2019, p. 382-385.
4. « Les obligations de l'État français en matière de lutte contre le changement climatique », in A. Van Lang (coord.), *Le contentieux climatique devant le juge administratif*, dossier RFDA n° 5, 2019, p. 629-636.

5. « Quel rôle pour les mécanismes d'incitation économique pour le carbone forestier dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris ? », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mai 2018, étude 7.
6. « Le territoire du risque », in *Mouvement et environnement. Considérations sur le déplacement en droit de l'environnement*, *RJE* n° 3, 2016, p. 468-475.
7. « La citoyenneté environnementale », *AJDA* 11 avril 2016, p. 646-651.
8. « L'instauration de servitudes pour la préservation des corridors écologiques », *Les cahiers du GRIDAUH* n° 28, 2015, p. 87-97.
9. « La nouvelle planification environnementale (déchets et SRADDET) », in dossier *Loi NOTRe*, *AJCT* novembre 2015, pp. 562-567.
10. « Le dispositif UNECE de lutte contre la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance », *Riseo* (risques, études et observations, revue en ligne) 2013-2 (riseo.fr/IMG/pdf/Riseo_2013-2_Etude-1_Moliner-Dubost.pdf).
11. « Le destinataire des politiques environnementales », *RFDA* mai-juin 2013, pp. 505-508.
12. « Les lanceurs d'alerte dans le domaine de l'environnement », in *La clarification des compétences institutionnelles dans le domaine de l'environnement*, *RJE* n° spécial 2013, pp. 87-108.
13. « Réflexions environnementalistes sur la protection juridique du calme », *RDP* n° 4, 2012, pp. 1133-1143.
14. « Les détenus ont-ils le droit de vivre dans un environnement sain ? (ou sont-ils condamnés à vivre dans un environnement tabagique ?) », *RJE* n° 1, 2012, pp. 9-21.
15. « Les projets énergétiques dans les mécanismes de Kyoto : enjeux et défis environnementaux », *Dr. env.* n° 199, mars 2012, pp. 79-82.
16. « Le bruit, parent pauvre du droit de l'environnement ? Plaidoyer pour l'environnement sonore », *Environnement et dév. durable*, juin 2012, Etude 9.
17. « Les plans de prévention et de gestion des déchets », Dossier *Les déchets*, *AJCT* mai 2011, pp. 215-217.
18. « L'application du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (catnat) aux dommages liés à la subsidence », *AJCT* février 2011, pp. 74-76.
19. « Expropriation et environnement », *JCP A*, 21 février 2011, étude 2075.
20. « La pollution atmosphérique », *Culture Droit*, décembre 2011, p. 12.
21. « Démocratie environnementale et participation des citoyens », *AJDA* 14 février 2011, pp. 259-263.
22. « Réflexions sur l'insertion d'un système d'échange de droits d'émission en droit français », in F. Maes (ed.), *L'échange des droits de pollution comme instrument de gestion du climat*, La charte, Bruxelles, 2005, pp. 177-188.
23. « L'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre en droit interne et communautaire », *BDEI*, n° 4, septembre 2004, pp. 4-9.
24. « La gestion locale des cours d'eau dans le cadre de la lutte contre les inondations », in *La gestion locale des cours d'eau*, *Dr. env.*, n° 125, janvier-février 2005, pp. 40-42.
25. « Le mécanisme pour un développement propre : une nouvelle voie de coopération et de transferts Nord/Sud ? », *RGDIP* n° 4, octobre-décembre 2004, pp. 963-986.
26. « La planification intégrée des déplacements urbains », *Dr. et Ville*, n°56, 2004, pp. 153-172.
27. « La maîtrise spatiale des nuisances et des risques - 3^e partie : Le permis de construire », *Etudes Foncières*, n°107, janvier-février 2004, pp. 30-34.

28. « Le droit de chacun à respirer un air qui ne nuise à pas sa santé », *RJE*, n° 4, 2003, pp. 431-445.
29. « La maîtrise spatiale des nuisances et des risques - 2^e partie : Les règlements d'urbanisme », *Études Foncières*, n°106, novembre-décembre 2003, pp. 34-39.
30. « Infrastructures et réseaux de transports : progresse-t-on vraiment vers une mobilité durable ? », *Ann. Voirie*, n° 81, novembre 2003, pp. 186-190.
31. « Les permis d'émission négociables et le principe pollueur-payeur », *AJDA* 17 novembre 2003, pp. 2073-2075.
32. « Les modalités d'intégration des permis d'émission négociables en droit interne », *RJEP - CJEG*, n° 602, octobre 2003, pp. 489-493.
33. « La maîtrise spatiale des nuisances et des risques - 1^e partie : Le droit des installations classées », *Études Foncières*, n°105, septembre-octobre 2003, pp. 34-39.
34. « Pollution atmosphérique : analyse du droit d'émission négociable sous l'angle du droit privé », *Gaz. Pal.*, septembre-octobre 2003, pp. 2790-2795.
35. « L'intégration des transports dans les documents d'urbanisme », *Études Foncières*, n°103, mai-juin 2003, pp. 16-20.
36. « Le principe de précaution dans le dossier climatique », *Dr. env.*, n°108, mai 2003, pp. 90-93.
37. « Le protocole de 1999 à la convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfrontière relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique », in *L'Observateur des Nations Unies* n°11, automne-hiver 2001, Dossier spécial *La protection de l'environnement - Développements conventionnels récents*, pp. 117-139.

◆ Notes et commentaires

1. « Crise des déchets en Corse : légalité de la réquisition du centre de stockage de déchets non dangereux de Prunelli ». Note sous TA Bastia, 21 novembre 2019, *Communauté de communes du Fium'Orbu Castelli*, *AJCT* juin 2020, p. 306.
2. « La LOM et la pollution atmosphérique : les principaux aspects intéressant les collectivités territoriales », in dossier *La loi d'orientation des mobilités*, *AJCT* avril 2020, p. 195.
3. « Sols pollués par une installation classée : prescription de l'obligation de remise en état ». Note sous CE 13 nov. 2019, Commune de Marennes, *AJCT* mars 2020, p. 151.
4. « Caractère privé de la convention passée entre un syndicat mixte et un éco-organisme pour la collecte des déchets dangereux des ménages ». Note sous T. confl., 1^{er} juillet 2019, Société EcoDDS c/ Syndicat mixte Sud Rhône environnement, *AJCT* déc. 2019, p. 581.
5. « Directive Air pur pour l'Europe : la France condamnée pour les dépassements systématiques et persistants des valeurs limites en dioxyde d'azote ». Note sous CJUE, 7^e ch., 24 oct. 2019, n° C-636/18, Commission européenne c. République française, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, déc. 2019, comm. 59.
6. « Le droit de l'Union européenne au cœur du dilemme de la sortie du nucléaire ». Note sous CJUE (GC), 29 juill. 2019, aff. C-411/17, Inter Environnement Wallonie and Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen (co-écrit avec B. Le Baut-Ferrarèse), *Énergie - Environnement – Infrastructures*, déc. 2019, comm. 58.
7. « Directive Air pur pour l'Europe : précisions de la CJUE sur les modalités d'évaluation de la qualité de l'air ». Note sous CJUE, 1^e ch., 26 juin 2019, n° C-723/17, Lies Craeynest et a. et ClientEarth, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juillet-août 2019, comm. 40.
8. « Reconnaissance très partielle de la responsabilité de l'État en matière de pollution atmosphérique ». Note sous TA Montreuil, 8^e ch., 25 juin 2019, n° 1802202, Mme T., *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juillet-août 2019, comm. 41.

9. « Prorogation de la DUP : les évolutions même significatives du contexte factuel n'impliquent pas une nouvelle enquête publique ». Obs. sous CE 13 mars 2019, *Association Alsace Nature et commune de Kolbsheim*, *AJCT* juin 2019, p. 311.
10. « L'État est-il responsable de la pollution atmosphérique ? », Le blog des juristes, L'actualité au prisme du droit, 13 juin 2019 (<http://blog.leclubdesjuristes.com/letat-est-il-responsable-de-la-pollution-atmospherique/>)
11. « Règlement local de publicité et intérêt de la sécurité routière ». Obs. sous CAA Bordeaux, 4 décembre 2018, Communauté d'agglomération d'Agen, *AJCT* avril 2019, p. 202.
12. « Pas de zones d'exclusion des antennes relais dans le plan local d'urbanisme en l'absence d'éléments circonstanciés ». Obs. sous CAA Bordeaux, 16 novembre 2018, Commune de Ramonville-Saint-Agne, *AJCT* mars 2019, p. 148.
13. « Déclaration d'utilité publique et principe de prévention ». Comm. sous CE, 9 juillet 2018, Commune de Villiers-le-Bâcle et a., *JCP A*, 29 oct. 2018, comm. 2293.
14. « Le Conseil d'État valide l'évaluation du coût de Cigéo ». Note sous CE, 11 avr. 2018, Assoc. « Mouvement interassociatif pour les besoins de l'environnement en Lorraine - Lorraine nature environnement » et a. et Assoc. « Les Amis de la Terre France », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, août-sept. 2018, comm. 46.
15. « Reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle : les ministres peuvent s'appuyer sur les travaux de Météo France ». Obs. sous CE 16 mars 2018, *Commune de Bonneuil-sur-Marne c/ Ministre de l'Intérieur*, req. n° 389176, *AJCT* juill. 2018, p. 395.
16. « L'asymétrie de l'appréciation temporelle de la compatibilité d'une installation classée avec un document d'urbanisme ». Obs. sous CE, 29 janvier 2018, Société d'assainissement du parc automobile niçois, *AJCT* mai 2018, p. 272.
17. « Bonus-malus écologiques et prime à la conversion : les dispositions applicables en 2018 », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mars 2018, comm. 17.
18. « Publication et autres actualités de la convention de Minamata sur le mercure », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, nov. 2017, comm. 63.
19. « Le dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ». Commentaire de l'arrêté du 19 avril 2017 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juill. 2017, comm. 43.
20. « L'EPCI compétent en matière de SCoT doit être associé à l'élaboration du plan de prévention des risques naturels prévisibles ». Obs. sous CE 5 décembre 2016, *Ministre de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie c/ M. Demars et a.*, *AJCT* mai 2017, p. 290.
21. « Le bonus-malus écologique 2017 », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mars 2017, comm. 17.
22. « Réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques. Commentaire de la directive (EU) 2016/2284 du 14 décembre 2016 concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques, modifiant la directive 2003/35/CE et abrogeant la directive 2001/81/C) », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, février 2017, comm. 9.
23. « Appréciation de la condition d'anormalité de la sécheresse pour la prise en charge des dommages de subsidence au titre des catastrophes naturelles ». Obs. sous CE 20 juin 2016, *Ministre de l'Intérieur c/ Commune de Meudon*, *AJCT* décembre 2016, p. 643.
24. « Nouvelles précisions sur le périmètre des parcs naturels régionaux ». Obs. sous CE 8 juin 2016, Association « Baronnie libres sans parc », *AJCT* décembre 2016, p. 645.
25. « Les zones à circulation restreinte peuvent être lancées », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, novembre 2016, comm. 78.
26. « Développements estivaux sur les outils de protection intégrée de l'air et du climat », *Énergie - Environnement – Infrastructures*, octobre 2016, comm. 70.

27. « Vers une réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre des plateformes aéroportuaires ». Commentaire du décret n° 2016-565 du 10 mai 2016 pris pour l'application de l'article 45 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juillet 2016, comm. 56.
28. « L'autorisation d'une surface commerciale peut être annulée en cas d'équipements routiers insuffisants ». Comm. Sous CAA Bordeaux, 5 novembre 2015, SAS Espaces verts, *Droit de la voirie et du domaine public* n° 190, mai-juin 2016, p. 56-60.
29. « Réforme en demi-teinte des procédures de gestion des épisodes de pollution atmosphérique ». Commentaire de l'arrêté du 7 avril 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, juin 2016, comm. 46.
30. « Codification et clarification des dispositions réglementaires relatives à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) ». Commentaire du décret n° 2016-283 du 10 mars 2016 relatif à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, mai 2016, comm. 40.
31. « Modification des dispositions relatives aux bilans d'émission de gaz à effet de serre et aux audits énergétiques ». Commentaire de l'ordonnance n° 2015-1737 et du décret n° 2015-1738 du 24 décembre 2015, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, avril 2016, comm. 33.
32. « La directive sur les installations moyennes de combustion : exigences minimales et procrastination maximale ! ». Commentaire de la directive (UE) 2015/2193 du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, février 2016, comm. 11.
33. « Indemnisation des victimes des essais nucléaires : précisions sur le renversement de la présomption de causalité ». Note sous CE 7 déc. 2015, n° 378325, Mme A, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, février 2016, comm. 10.
34. « La stratégie bas-carbone et les budgets carbone adoptés ». Commentaire du décret n° 2015-1491 du 18 novembre 2015, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, janvier 2016, comm. 4.
35. « Examen au cas par cas de la nécessité d'une évaluation environnementale et contrôle du juge des référés de l'article L. 122-12 du code de l'environnement ». Obs. sous CE 19 juin 2015, Commune de Saint-Leu et autres, *AJCT* décembre 2015, p. 656.
36. « La réserve de stabilité sauvera-t-elle le marché européen du carbone ? », Commentaire de la décision n° 2015/1814/UE du 6 oct. 2015, *Énergie - Environnement – Infrastructures*, décembre 2015, comm. 93.
37. « Le projet d'intérêt général n'est pas une décision prise dans le domaine des déchets ». Obs. sous CE 30 mars 2015, *Société SITA Ile-de-France*, *AJCT* septembre 2015, pp. 472-473.
38. « L'environnement, ça (re)commence à bien faire ? », Tribune, *AJCT* juillet-août 2015, p. 361.
39. « Responsabilité de l'Etat pour cause de marées vertes : *bis repetita* ». Obs. sous CAA Nantes, 23 décembre 2014, *Ministre de l'Ecologie*, *AJCT* avril 2015, p. 223.
40. « Nouvelle hypothèse de responsabilité du propriétaire à l'égard de déchets abandonnés sur son terrain ». Obs. sous CE, 24 octobre 2014, *Société Unibail-Rodamco*, *AJCT* janv. 2015, p. 44.
41. « Bonus écologique pour les véhicules neufs », note sous CE, 5 mars 2014, *Fédération française des distributeurs automobiles indépendants*, *RJE* n° 1, 2015, pp. 115-119.
42. « Contrôle restreint du juge de l'excès de pouvoir sur le périmètre d'un parc naturel régional », Obs. sous CE, 20 décembre 2013, *Assoc. France Nature Environnement et al.*, *AJCT* mai 2014, p. 266.

43. « Responsabilité du propriétaire négligent à l'égard de déchets abandonnés sur son terrain : épilogue de l'affaire Wattelez ». Obs. sous CE, 25 septembre 2013, *Société G c/ Commune de Palais-sur-Vienne*, *AJCT* janvier 2014, p. 59.
44. « L'article 3 de la Charte de l'environnement et les actes réglementaires : changement de cap du Conseil d'État ». Obs. sous CE, Ass., 12 juillet 2013, Fédération nationale de la pêche en France, *AJCT* déc. 2013, p. 581.
45. « La loi sur l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et la protection des lanceurs d'alerte : un titre prometteur mais un contenu décevant », commentaire de la loi n° 2013-316 du 16 avril 2013, *RJE* n° 3, 2013, pp. 415-424.
46. « Vade-mecum du Conseil d'Etat sur l'application du principe de précaution aux déclarations d'utilité publique ». Obs. sous CE Ass., 12 avril 2013, Assoc. coordination interrégionale stop THT et a., *AJCT* septembre 2013, p. 421.
47. « L'État est condamné à rembourser les dépenses des collectivités publiques pour lutter contre les marées vertes ». Obs. sous TA Rennes, 12 avril 2013, Département des Côtes-d'Armor, *AJCT* septembre 2013, p. 430.
48. « La responsabilité du propriétaire du terrain au titre de la police des déchets revêt un caractère subsidiaire ». Obs. sous CE, 1^{er} mars 2013, Société Natiocrédimurs et société Finamur, *AJCT* juillet-août 2013, p. 354.
49. « Les vols intercontinentaux à l'arrivée et au départ de l'Union temporairement exclus du SEQE ». Commentaire de la décision n° 377/2013/UE, 24 avr. 2013 dérogeant temporairement à la directive 2003/87/CE établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté, *Environnement et dév. durable*, juin 2013, alerte 119.
50. « Abandon des ZAPA ». Commentaire du communiqué de presse du Ministère de l'Ecologie sur le plan d'urgence pour la qualité de l'air, *Environnement et dév. durable*, avril 2013, alerte 75.
51. « Confirmation de l'applicabilité (virtuelle) du principe de précaution aux décisions d'urbanisme relatives aux antennes relais ». Obs. sous CE 8 octobre 2012, Commune de Lunel, req. n° 342423 et CE 11 octobre 2012, SFR, req. n° 357804, *AJCT* mars 2013, pp. 144-145.
52. « Le maire ne peut en aucun cas s'immiscer dans la police spéciale des OGM ». Obs. sous CE 24 septembre 2012, Commune de Valence, req. n° 342990, *AJCT* janvier 2013, p. 57.
53. « Grand Paris : le Conseil d'Etat valide la fusion des projets soumis à débat public conjoint ». Obs. sous CE, 4 juin 2012, Commune de Clamart et Commune de Drancy, *AJCT* janvier 2013, pp. 46-47.
54. « Éoliennes : dans quels cas le permis de construire peut-il être valablement refusé ? », Note sous CAA Lyon, 2 octobre 2012, n° 11LY01499, (SAS) Les vents Picards, *Revue (électronique) de jurisprudence d'Alyoda*, n° 1, 2013.
55. « Qualité de "détenteur" de déchets abandonnés et responsabilité du propriétaire du terrain vues par la Cour de cassation ». Obs. sous Cass. Civ. 3^e, 11 juillet 2012, n° 11-10.478, *AJCT* décembre 2012, p. 629.
56. « Marée noire de l'Erika : double victoire pour les parties civiles et pour l'environnement ». Obs. sous Cass. Crim., 25 septembre 2012, *AJCT* décembre 2012, p. 620-624.
57. « Environnement : les enseignements des décisions QPC de juillet 2012 sur le principe de participation ». Obs. sous Cons. const., 13 juillet 2012, n° 2012-262 QPC, 27 juillet 2012, n° 2012-269 QPC et 27 juillet 2012, n° 2012-270 QPC, *AJCT* octobre 2012, pp. 492-495.
58. « Publication des prescriptions relatives à la surveillance et à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la 3^e période du système d'échange de quotas ». Commentaire du règlement (UE) du 21 juin 2012 relatif à la surveillance et à la déclaration des

émissions de gaz à effet de serre au titre de la directive 2003/87/CE, *Environnement et dév. durable*, octobre 2012, comm. 73.

59. « L'automaticité du référé environnemental mise à mal par l'exception d'intérêt général ». Obs. sous CE Sect. 16 avril 2012, Commune de Conflans-Sainte-Honorine et autres, *AJCT* septembre 2012, p. 440-441.
60. « Le régime transitoire des parcs nationaux existants ». Obs. sous CE 23 mars 2012, Jean L. et autres et Commune de Hures La Parade (2 arrêts), *AJCT* juillet-août 2012, pp. 377-378.
61. « Les limites de la compétence de l'autorité élaborant le plan d'élimination des déchets ménagers ». Obs. sous CE, 30 décembre 2011, Société Terra 95, *AJCT* avril 2012, p. 213.
62. « Le maire n'est pas compétent pour réglementer l'implantation d'antennes de téléphonie mobile ». Obs. sous CE, Ass., 26 octobre 2011, Commune de Saint-Denis, *AJCT* janvier 2012, pp. 37-40.
63. « La notion de détenteur de déchets précisée par le Conseil d'État ». Obs. sous CE, 26 juillet 2011, Commune de Saint-Palais-sur-Vienne, *AJCT* décembre 2011, pp. 572-573.
64. « Pas d'éoliennes au voisinage des radars de la Défense nationale ». Obs. sous CAA Nancy, 9 juin 2011, *Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du développement durable et de la Mer c/ Sté ENEL ERELIS*, req. n° 10NC01162, *AJCT* novembre 2011, pp. 524-525.
65. « Confirmation de l'annulation du plan de déplacements urbains de l'agglomération grenobloise ». Note sous CAA Lyon, 14 décembre 2010, SMTC, *Dr. voirie et dom. public*, n° 154, juillet-août 2011, pp. 112-115.
66. « L'implantation d'éoliennes en commune littorale doit être réalisée en continuité avec l'urbanisation existante ». Obs. sous CAA Nantes, 28 janvier 2011, Société Néo Plouvien, *AJCT* juillet-août 2011, p. 359.
67. « Les équipements nécessaires à des activités économiques et commerciales ne sont pas des équipements publics ». Obs. sous CE, 28 mars 2011, Groupement des usagers de l'aérodrome de Saint-Cyr-l'Ecole, *AJCT* juillet-août 2011, pp. 367-368.
68. « La délibération qui confère au maire l'exercice du droit de préemption urbain n'a pas à indiquer les conditions particulières de cette délégation ». Obs. sous CE, 2 mars 2011, Commune de Brétignolles-sur-Mer, *AJCT* juin 2011, pp. 309-310.
69. « L'office du juge de plein contentieux en matière d'autorisation d'exploitation de carrières ». Obs. sous CE, 10 janvier 2011, Assoc. Oiseaux Nature et a., *AJCT* mai 2011, p. 244.
70. « L'annulation du plan de déplacements urbains de l'agglomération grenobloise confirmée en appel ». Note sous CAA Lyon, n° 09LY01843, 14 décembre 2010, Synd. mixte des transports en commun de l'agglomération grenobloise, *Revue (électronique) de jurisprudence d'Alyoda*, n° 2, 2011.
71. « Le classement irrégulier en zone constructible peut être la cause directe de la dépréciation de terrains ultérieurement classés inconstructibles ». Obs. sous CE, 22 octobre 2010, n° 326949, M. Bernard et Mme Tanter, *AJCT* février 2011, p. 99.
72. « Les difficultés d'application du régime d'indemnisation des catastrophes naturelles (CATNAT) aux dommages liés à la subsidence : illustration ». Note sous CAA Lyon, 25 mars 2010, Commune de Cournon d'Auvergne, Commune d'Aubière, Commune de Clermont-Ferrand, Commune de Ceyrat (4 arrêts), *Revue (électronique) de jurisprudence d'Alyoda* n° 1, 2011.
73. « La preuve de la présence de la notice explicative dans le dossier d'enquête publique ». Obs. sous CAA Nancy, 7 octobre 2010, n° 09NC01378, Caretto et a., *AJCT* décembre 2010, p. 181.

74. « La libre administration des collectivités face à la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme ». Obs. sous CE, 15 septembre 2010, n° 330734, M. Joël A, *AJCT* décembre 2010, p. 180.
75. « La qualité d'exploitant d'une installation classée ne peut pas être transmise sans l'accord du préfet ». Note sous CE, 29 mars 2010, Communauté de communes de Fécamp, *AJDA* 13 septembre 2010, pp. 1655-1659.
76. « De la latitude du préfet révisant le POS incompatible avec un PIG ». Obs. sous CE, 19 juillet 2010, M. Raymond D et a., *AJCT* novembre 2010, p. 134.
77. « Le décret du 7 novembre 2008 relatif à la qualité de l'air », *Dr. env.* n° 169, juin 2009, pp. 30-33.
78. « L'allégement des procédures d'adoption et de révision des schémas de services collectifs et la suppression des schémas multimodaux de services collectifs de transport ». Commentaire de l'ordonnance n° 2005-654 du 8 juin 2005, *Ann. voirie*, n° 98, juillet-août 2005, pp. 130-131.
79. « Le juge civil et l'installation classée causant un trouble anormal de voisinage ». Note sous Cass. Civ. 1^e, 13 juillet 2004, Lacroix c/ Chassely et autres, *AJDA* 13 juin 2005, pp. 1235-1238.
80. « Le budget Routes et Transports terrestres dans la loi de finances ». Commentaire de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005, *Ann. voirie*, n° 94, mars 2005, pp. 40-41.
81. « L'évaluation et la gestion du bruit dans l'environnement ». Commentaire de l'ordonnance n° 2004-1199 du 12 novembre 2004 prise pour la transposition de la directive 2002/49/CE du Parlement européen et du Conseil du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, *Ann. voirie*, n° 93, janvier-février 2005, pp. 17-18.
82. « Le financement des opérations inscrites au contrat de plan Etat-région et la politique des transports : l'apport de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales », *Ann. Voirie*, n° 92, décembre 2004, pp. 232-233.
83. « Le système français d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ». Commentaire de l'ordonnance n°2004-330 du 14 avril 2004 portant création d'un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, *AJDA* 7 juin 2004, pp. 1132-1134.
84. « Ozone : nouvelles dispositions concernant l'alerte à la pollution ». Commentaire du décret n°2003-1085 du 12 novembre 2003, *Dr. env.*, n°117, avril 2004, p. 62.
85. « Les conditions d'élaboration des plans régionaux pour la qualité de l'air ». Commentaire du décret n°2004-195 du 24 février 2004, *Dr. env.*, n°117, avril 2004, p. 61.
86. « L'extension du champ d'intervention de la commission départementale de sécurité et d'accessibilité ». Commentaire du décret n° 2004-160 du 17 février 2004, *Ann. voirie*, n° 85, avril 2004, pp. 67-68.
87. « L'isolation des "points noirs" du bruit des réseaux routiers et ferroviaires ». Commentaire du décret n° 2003-1392 du 23 décembre 2003 modifiant le décret n°2002-867 du 3 mai 2002 relatif aux subventions accordées par l'Etat concernant les opérations d'isolation acoustique des points noirs du bruit des réseaux routiers et ferroviaires nationaux, *Ann. Voirie*, n° 83, janvier-février 2004, pp. 15-16.

◆ Interviews

1. Interview sur la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et l'économie solidaire, Dalloz Actu étudiants 20 mai 2020 (<https://actu.dalloz-etudiant.fr/focus-sur.html>).

2. Interview par H. Soutra, « Les élus ne peuvent pas attendre que l'État agisse seul sur la pollution », *Courrier des maires* (<http://www.courrierdesmaires.fr/82684/les-elus-ne-peuvent-pas-attendre-que-letat-agisse-seul-sur-la-pollution-2/>).
3. Interview par A. Vitard, « Peut-on revendiquer le droit à un air respirable ? », *Le journal du dimanche*, 12 mars 2019 (<https://www.lejdd.fr/Societe/peut-on-revendiquer-le-droit-a-un-air-respirable-3872588>).
4. Interview par V. Péan, « Lanceurs d'alerte. Une loi qui ne file pas droit », *Sésame* (INRA), 24 octobre 2018 (<http://revue-sesame-inra.fr/lanceurs-dalertes-une-loi-qui-ne-file-pas-droit/>).

DROIT ADMINISTRATIF, PÉNITENTIAIRE ET DES LIBERTÉS

↳ Contribution à des ouvrages collectifs

1. « Déontologie et prison », in Ph. Blachère (dir.), *La déontologie en droit public*, LGDJ, Lextenso éditions, 2014, pp. 137-151.

↳ Études

1. « À propos d'une autre "jurisprudence immobile" : le contentieux des sanctions disciplinaires infligées aux détenus », *AJDA* 8 juillet 2013, pp. 1380-1385.
2. « Les détenus ont-ils le droit de vivre dans un environnement sain ? (ou sont-ils condamnés à vivre dans un environnement tabagique ?) », *RJE* n° 1, 2012, pp. 9-21.
3. « La condition des détenus particulièrement signalés sous les feux de l'actualité », *AJDA* 17 mai 2010, pp. 994-996.
4. « La dignité des détenus, le juge et le contrôle de la nécessité des mesures de sécurité pénitentiaire », *RTDH*, n° 73, 2008, pp. 77-86.
5. « Le point sur la compatibilité du placement à l'isolement des détenus avec l'article 3 de la CEDH », Dossier « Prison, Etat des lieux », *AJ – Pénal*, avril 2007, pp. 160-163.
6. « *Requiem* pour le principe d'incessibilité des autorisations administratives », *AJDA* 15 novembre 2004, pp. 2141-2144.
7. « La liberté d'entreprendre : brèves réflexions sur une nébuleuse juridique », *RJEP - CJEG*, n° 605, janvier 2004, pp. 7-12.
8. « Le financement des campagnes électorales – Evolutions législatives et jurisprudentielles récentes », *La Gazette des communes*, n° 19, 5 mai 2003, pp. 54-57.
9. « Consistance et nature des droits réels sur le domaine public de l'État », *Études Foncières*, n° 102, mars-avril 2003, pp. 21-27.

↳ Notes et commentaires

1. « Domaine public maritime et passerelle surplombant la mer : quand « l'illusion cartographique » donne le vertige ! ». Comm. sous CE, 6 juin 2018, M. B..., *JCP A*, 30 juill. 2018, comm. 2220.
2. « Contrôle du contenu d'une permission de voirie ». Obs. sous TA Lyon, 4^e ch., 27 mars 2018, n° 1602241, Société Orange, *JCP A*, 28 mai 2018, comm. 2162.

3. « Suspension de l'autorisation d'occuper le domaine public en l'absence d'organisation d'une sélection préalable des candidats ». Obs. sous TA La Réunion, ord. 16 mars 2018, n° 1800124, M. B. et autres, *JCP A*, 28 mai 2018, comm. 2161.
4. « L'arrêté de prorogation des effets d'une déclaration d'utilité publique n'a pas à être motivé ». Obs. sous CAA Marseille, 5 mars 2018, n° 16MA02697, M. B., *JCP A*, 28 mai 2018, comm. 2160.
5. « Les conditions de légalité de la réquisition de policiers municipaux en cas de grève ». Obs. sous TA Lyon, 13 décembre 2011, Mme P, *AJCT* mai 2012, p. 266.
6. « La responsabilité de l'Etat engagée pour les conditions de détention à la maison d'arrêt de Clermont-Ferrand ». Note sous CAA Lyon, 1^e chambre, n° 10LY01546, 10LY01579, 10LY01580, 31 mars 2011, *Revue (électronique) de jurisprudence d'Alyoda*, n° 3, 2011.
7. « La Cour européenne des droits de l'homme condamne le régime carcéral des détenus particulièrement signalés (DPS). À propos de l'arrêt du 9 juillet 2009, Khider c/ France », *Petites Affiches* n° 231, 19 novembre 2009, pp. 3-15.
8. « Les raffinements du droit transitoire précisés par le Conseil d'État ». Note sous CE, Ass., 8 avril 2009, Compagnie générale des eaux, commune d'Olivet, *Gaz. Pal.*, 14-18 août 2009, pp. 14 - 21.
9. « Le commissaire du gouvernement. Épilogue ». Commentaire du décret n° 2009-14 du 7 janvier 2009, *Gaz. Pal.*, 8-10 février 2009, pp. 4-6.
10. « Le contrôleur général des lieux de privation de liberté ». Commentaire de la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007, *AJDA* 21 janvier 2008, pp. 84 – 89.
11. « La détention de personnes atteintes de troubles mentaux : condamnation ferme de la "prison – asile" ». Note sous Cour européenne des droits de l'homme, 11 juillet 2006, Rivière c. France, *RTDH*, n°70, 2007, pp. 541-557.